

ACCUEIL / JDD PARIS

Les écologistes de Paris à Hidalgo : "Donnez-nous les moyens de préparer la capitale à la crise climatique"

🕒 17h00, le 9 octobre 2021

Par Les élus du Groupe Ecologiste de Paris

ABONNÉS Les élus du groupe Ecologiste de Paris interpellent la maire de Paris, et candidate à la présidentielle, Anne Hidalgo. "Notre action municipale doit impérativement changer d'échelle et gagner en cohérence", alertent-ils.



Partager sur :



Le groupe Ecologiste de Paris, composé de 24 élus siégeant au Conseil de Paris, interpelle la maire, Anne Hidalgo, sur la crise climatique. Ils plaident pour "un changement d'échelle de l'action municipale" et davantage de cohérence. Voici leur tribune : "Voici des décennies que les scientifiques et les écologistes avertissent sur l'accélération du changement climatique. Cette fois nous y sommes. L'été 2021 a été marqué par des catastrophes naturelles sans précédent : dômes de chaleur au Canada (49,7°C) et en Espagne (47°C), méga-feu partout dans le monde, inondations meurtrières en Belgique et en Allemagne... Si Paris a été épargné cette année, ces phénomènes sont un avant-goût des cataclysmes qui nous toucheront un jour ou l'autre.

C'est le constat qu'a établi l'étude sur les vulnérabilités et les robustesses de Paris face au changement climatique publiée la semaine dernière par la Ville. Ses conclusions sont sans appel : nous sommes déjà dans un nouveau régime climatique. Certains phénomènes prévus pour 2050 risquent d'advenir dès 2030. Avec une augmentation de 2,3 °C à Paris depuis le début de l'ère industrielle, notre ville va elle aussi connaître les méga-vagues de chaleur, des épisodes de pluies diluviennes, et donc de crues de la Seine. Or, nous ne sommes pas prêts. Tout en faisant le maximum pour réduire les émissions de gaz à effet de serre à toutes les échelles, il faut envisager les pires scénarios climatiques et nous y préparer avec détermination et lucidité.

*«Notre action municipale doit
impérativement changer d'échelle et
gagner en cohérence»*

Si la Ville de Paris affirme avoir conscience de ces enjeux et agir depuis 15 ans dans le cadre de son Plan Climat, notre action municipale doit impérativement changer d'échelle et gagner en cohérence. Par exemple, alors que d'un côté nous rafraichissons par des actions telles que des cours oasis ou des brumisateurs, nous continuons de réchauffer massivement la ville par une politique d'urbanisme et d'aménagement de l'autre : construction de tours de bureaux, densification des cours et jardins en coeur d'immeubles, bétonisation des dernières friches non bâties, augmentation des îlots de chaleur urbains.

Il y a un an, notre majorité a été élue sur un programme écologiste. Pourtant, malgré des actions mises en oeuvre par l'exécutif municipal, il faut reconnaître que nous sommes loin du tournant stratégique indispensable pour transformer la ville d'ici 2030. Comment explique qu'un programme d'investissement de la mandature - document stratégique qui doit détailler l'ensemble de nos investissements structurants par mission - n'ait toujours pas été dévoilé? Paris est la seule grande ville de France dans ce cas. Ce programme d'investissement de la Ville doit traduire une mobilisation générale, tout comme doit le faire notre urbanisme. C'est pourquoi nous souhaitons que la Ville se mobilise autour de quatre priorités.

- Premièrement, mettre fin aux dégâts de l'urbanisme actuel! Le nouveau plan local d'urbanisme (PLU), qui se veut 'bioclimatique', doit absolument nous préparer aux pires scénarios climatiques, notamment en sanctuarisant les espaces de respiration (emprises non bâties, pleine terre, friches, dents creuses).

- Deuxièmement, le nouveau PLU devra organiser une dé-densification de la ville, par la transformation de certaines emprises bâties en jardins et parcs. Nous proposons la création d'au moins un parc d'un seul tenant de plus d'un hectare par arrondissement. La construction nouvelle doit avoir lieu sur les espaces déjà bâtis et être réservée exclusivement aux besoins des parisiennes et parisiens : équipements publics et logements sociaux. Ces derniers doivent être créés autant que possible dans l'existant, via un recours massif à la préemption des immeubles cédés (plusieurs centaines par an), la transformation de bureaux, et à la lutte contre les logements vacants (17% du parc). Nous voulons une ville vivable et accessible pour toutes et tous, quitte à signer la fin de la construction des immeubles de bureaux.
- Troisièmement, nous devons mettre en oeuvre un plan massif de désartificialisation-végétalisation de l'espace public avec des objectifs chiffrés par années et visibles par tous, rue par rue. Ce plan devra diviser par trois, d'ici 2030, les îlots de chaleur précisément identifiés par l'APUR et concrétiser la promesse de campagne de 170.000 arbres supplémentaires d'ici la fin de la mandature, qui semble au point mort. A cet effet, toutes les interventions sur la voirie devraient déjà être l'occasion de végétaliser plutôt que de bitumer à l'identique.
- Quatrièmement, nous devons augmenter significativement les moyens consacrés à la rénovation thermique des bâtiments (publics, bailleurs sociaux et copropriétés privées sous condition aux revenus), qui doit intégrer l'adaptation au climat futur, par exemple par la généralisation de la pose de volets et de protections solaires. A ce jour, les objectifs pourtant déjà annoncés il y a plusieurs années sont loin d'être atteints, ni même financés. Faute de quoi nous verrons fleurir les climatiseurs individuels, réchauffant encore plus les rues.

S'agissant du financement de ce programme d'investissement d'urgence climatique de plusieurs milliards d'euros, l'approche doit être multiple : rationaliser nos dépenses de fonctionnement, emprunter pour l'avenir (notamment via un grand emprunt vert auprès des Parisiens) et augmenter les recettes de la taxe foncière parisienne, l'une des plus basses de France.

«Il n'y a que deux réactions possibles à la situation actuelle : soit sombrer dans l'éco-anxiété, soit regarder le problème en face»

Il n'y a que deux réactions possibles à la situation actuelle : soit sombrer dans l'éco-anxiété, soit regarder le problème en face et agir avec une détermination à la hauteur de l'urgence vitale dont il est question. La Ville de Paris doit résolument choisir la deuxième option, car nous paierons bien plus cher demain le prix de tout ce que nous n'aurons pas fait aujourd'hui. L'étude sur les vulnérabilités et les robustesses de Paris qui vient d'être publiée sonne comme un rappel implacable dont il faut tirer toutes les conclusions."

Les signataires

Fatoumata Koné (présidente du groupe Écologiste de Paris)

Emile Meunier (président de la commission urbanisme et logement de la Ville de Paris)

Alexandre Florentin (conseiller de Paris) et les élus du groupe Écologiste de Paris.